

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IWT (Industrial Water Treatment)

1, rue Buster Keaton
69800 Saint-Priest

Références : IC-R/085/26-MB/SL
Code AIOT : 0005106026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement IWT (Industrial Water Treatment) implanté Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IWT (Industrial Water Treatment)
- Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005106026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IWT (ex. Suez Eau Industrielle) gère sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul les

installations suivantes :

- les installations de traitement des eaux résiduelles des sociétés présentes sur la plate-forme ainsi que de la société PLC et des effluents tiers (déchets provenant de l'extérieur de la plate-forme par camions-citernes) ;
- les réseaux d'eaux pluviales ;
- les installations de production d'eau brute, d'eau filtrée et d'eau déminéralisée destinées aux différents ateliers de la plate-forme.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 07/07/2008 ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/12/2023 modifié par arrêté du 06/05/2024 pour la gestion des rejets en PFAS.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 17 mars 2026, l'inspection des installations classées a été informée par la société IWT d'une fuite sur une tuyauterie d'effluents de la station d'épuration de la plate-forme de Villers-Saint-Paul.

L'inspection des installations classées a réalisé une inspection le même jour et a constaté la présence d'effluents sur une surface d'environ 50 m² superficiellement sur le chemin de halage bordant la plate-forme.

Les causes de l'incident ayant été établies, les activités de la station d'épuration avaient repris au moment de l'inspection.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident comprenant les éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement intégrant notamment les actions prévues pour évaluer l'étendue de la pollution sur le chemin de halage et les actions de traitement le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire</p>

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Contexte :

Le 17 mars 2026 à 11h10, l'inspection des installations classées est informée par la société IWT de la gestion en cours d'une fuite sur une tuyauterie de la station d'épuration de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul dont elle assure l'exploitation.

Les éléments recueillis sont les suivants :

- un passant sur le chemin de halage bordant la plate-forme a appelé le SDIS pour l'informer d'un écoulement ;
- à l'arrivée du SDIS sur la plate-forme, la société Arkema a immédiatement déclenché son POI (10h44) ;
- les investigations sur la plate-forme ont permis d'établir que l'écoulement sur le chemin de halage était la conséquence d'une fuite sur une tuyauterie de la station d'épuration ;
- un merlon a été mis en place afin d'éviter l'écoulement vers la rivière Oise ;
- l'accès au chemin de halage a été fermé.

Ainsi, bien que le POI de la société Arkema ait été déclenché, l'incident concerne la société IWT, exploitante de la station d'épuration de la plate-forme.

L'exploitant a déclaré l'incident sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure prévue à l'article R. 512-69 du code de l'environnement le 23/03/2026.

Action de l'inspection :

A 14h30, l'inspection des installations classées s'est rendue sur les lieux de l'incident.

Nature du liquide épandu :

Le liquide épandu vient d'un bassin d'homogénéisation de la station d'épuration qui reçoit les effluents des sociétés Arkema, Dow et Picardie lavage Citernes.

Le pH a été mesuré à 12,5, correspondant à la nature des effluents reçus dans le bassin d'homogénéisation.

Cause de l'incident :

La fuite a eu lieu sur la tuyauterie qui relie le bassin d'homogénéisation à un bassin tampon de la station d'épuration.

Suite au constat de désordres sur cette tuyauterie, des travaux de remplacement ont été engagés.

Cette tuyauterie n'avait, au jour de l'incident, été que partiellement remplacée. Une queue de poêle a été mise en place sur un raccord de cette tuyauterie et une dérivation vers une tuyauterie parallèle a été mise en œuvre pour permettre la poursuite des transferts pendant les travaux. Une rupture de la queue de poêle a entraîné un écoulement des effluents à l'extrémité ouverte de la tuyauterie en cours de remplacement à proximité du mur de clôture de la plate-forme. Les effluents se sont répandus au niveau d'une ouverture du mur sur le chemin de halage.

Conséquences environnementales :

Les effluents se sont écoulés sur une centaine de mètres sur le chemin de halage avant de s'accumuler en une flaque d'une longueur d'environ 20 mètres et de la largeur du chemin. A priori, aucun écoulement dans l'Oise n'a eu lieu. Le pompage des effluents étaient en cours d'organisation par la société SODI.

Mesures prévues par l'exploitant :

Afin de pouvoir reprendre le traitement des effluents par la station d'épuration, une nouvelle queue de poêle a été mise en place sur la tuyauterie ainsi qu'une bride pleine à son extrémité. D'après l'exploitant, des mesures d'épaisseur ne faisant pas apparaître d'anomalie ont été réalisées sur la tuyauterie utilisée pour le transfert d'effluents pendant les travaux. L'exploitant a indiqué qu'à l'issue du pompage, un décapage serait réalisé sur la zone d'accumulation des effluents sur le chemin de halage. Les boues seront analysées pour recherche de filière d'élimination. Les effluents pompés seront envoyés vers la station d'épuration.

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant :

- d'apporter les éléments justifiant du bon état de la tuyauterie utilisée pendant les travaux en cours ;
 - d'évaluer l'étendue de la pollution et de mettre en œuvre les traitements appropriés.
- L'exploitant devra justifier des moyens mis en œuvre pour évaluer l'étendue de la pollution et son traitement.

Un rapport contenant l'ensemble des éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et intégrant a minima les éléments précédents devra être remis à l'inspection des installations classées sous 15 jours. Ce dernier pourra être complété ultérieurement dans le cas d'actions menées en dehors de ce délai et notamment les recherches de fuites sur les tuyauteries et le traitement de la pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un rapport contenant l'ensemble des éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et intégrant a minima les éléments demandés dans le présent rapport.

Ce rapport devra être transmis sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure prévue à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite